



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENERSYS SARL

ZI Est
Rue Alexander Fleming - CS 40962
62000 Arras

Références : 627-2025
Code AIOT : 0007000798

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2025 dans l'établissement ENERSYS SARL implanté ZI Est Rue Alexander Fleming - CS 40962 62032 Arras. L'inspection a été annoncée le 08/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENERSYS SARL
- ZI Est Rue Alexander Fleming - CS 40962 62032 Arras
- Code AIOT : 0007000798
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

ENERSYS exploite sur la commune d'Arras un établissement dont l'activité est la fabrication de batteries au plomb. Le site est soumis à la réglementation des ICPE sous le régime de Seveso Seuil bas et dispose, à ce titre, d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter datant du 03/06/2016. Dans le cadre du développement de ses activités, le site a engagé une diversification vers l'assemblage de batteries lithium-ion.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 4

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prélèvement automatique	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 3.3.1.	Demande d'action corrective	3 mois
3	Transmission des résultats	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 3.3.3.	Demande d'action corrective	1 mois
4	Réseau de surveillance	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 3.3.4.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Calage	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 3.3.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté plusieurs points nécessitant des améliorations sur le suivi des retombées de plomb.

Concernant les mesures de poussières en plomb, il apparaît que les incertitudes de mesure ne sont pas reportées dans le tableau de suivi quotidien. De plus, seul le Partisol extérieur fait l'objet d'une transmission des résultats, les résultats du Partisol installé à l'intérieur du site ne sont pas transmis. Par ailleurs, l'absence de point témoin ne permet pas d'évaluer de manière fiable l'impact du site sur les concentrations en plomb dans l'air.

Pour les retombées de plomb au sol mesurées par les jauges OWEN, les rapports ne mentionnent pas les incertitudes de mesure et ne commentent pas les compilations historiques. Il est également constaté que le rapport d'analyse n'intègre pas d'évaluation critique des résultats et ne permet pas de déterminer l'impact du site sur les retombées atmosphériques, en l'absence de point témoin permettant d'évaluer le bruit de fond hors influence du site. L'exploitant ne se positionne pas non plus sur les résultats par rapport à des valeurs de référence qu'il pourrait définir.

Enfin, au vu des résultats obtenus sur les jauges OWEN, il serait pertinent d'envisager l'implantation d'un Partisol supplémentaire dans le secteur sud-ouest, à l'opposé de l'orientation des deux Partisols actuellement installés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvement automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 3.3.1.
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prélèvement automatique
Prescription contrôlée : Des mesures de poussières de Plomb en suspension dans l'atmosphère sont réalisées par l'intermédiaire d'un appareil à séquence de prélèvement de 24h installé à demeure dans l'environnement proche (représentatif) de l'usine. Paramètres : Plomb Concentration : 0,2 µg/m ³
Constats : Deux appareils de type Partisol sont mis en œuvre pour la surveillance des poussières de plomb atmosphériques : <ul style="list-style-type: none">• un premier appareil est implanté à l'intérieur de l'établissement, au-dessus du bâtiment U2 ;• un second appareil est implanté en limite extérieure du site, rue de Cambrai, sur une parcelle appartenant à l'Association des producteurs d'endive de France. Les points de prélèvement apparaissent cohérents au regard de la rose des vents présentée, indiquant des vents dominants de secteur sud-ouest et nord-est, orientant les émissions potentielles vers les deux dispositifs de mesure situés au nord-est. Les appareils procèdent à un prélèvement en continu, avec un changement automatique des filtres toutes les 24 heures. Les filtres sont collectés hebdomadairement. Les analyses sont réalisées quotidiennement par le laboratoire interne de l'exploitant. Avant chaque série de mesures, un blanc analytique est réalisé à l'aide d'un filtre vierge. L'exploitant tient un tableau de suivi journalier des mesures de concentrations en plomb, mentionnant les valeurs mesurées. En revanche, les incertitudes associées aux résultats de mesure ne figurent pas dans le tableau de suivi. L'exploitant précise que la limite minimale de détection de l'appareil est de 0,06 µg/m ³ . Par ailleurs, il est constaté l'absence de point témoin pour la mesure des concentrations de plomb dans l'air, situé hors de l'influence potentielle du site. Cette absence ne permet pas d'évaluer l'impact propre de l'établissement sur les concentrations en plomb dans l'air ambiant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'intégrer les incertitudes de mesure dans le tableau de suivi des résultats des mesures de poussières de plomb. Il est également demandé à l'exploitant de s'interroger sur la nécessité d'installer un point témoin situé hors de l'influence du site, afin de permettre l'évaluation de l'impact propre de l'établissement sur les concentrations en plomb dans l'air ambiant, en s'appuyant notamment sur les recommandations du guide de l'INERIS relatif à la surveillance environnementale de l'air.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Calage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 3.3.2.
Thème(s) : Actions nationales 2025, Calage
Prescription contrôlée : Une fois par trimestre, un calage de ces mesures sera réalisé par un laboratoire indépendant dont le choix sera soumis à l'accord de l'Inspection de l'Environnement.
Constats : Il est constaté qu'une semaine complète de mesures issues des Partisols est transmise chaque trimestre à un laboratoire indépendant. Un écart significatif entre les résultats issus des mesures de l'exploitant et ceux du laboratoire tiers a été constaté en octobre 2024 pour les deux appareils. L'exploitant indique qu'il n'a pas été possible de renouveler les essais afin de vérifier ces résultats et estime que le grand écart observé entre les valeurs pourraient résulter d'une erreur de calcul du laboratoire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre l'ensemble des rapports de résultats du laboratoire indépendant relatifs aux opérations de calage trimestriel pour les années 2024 et 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Transmission des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 3.3.3.
Thème(s) : Actions nationales 2025, Transmission des résultats
Prescription contrôlée : Les résultats de l'ensemble des mesures sont adressés mensuellement à l'Inspection de l'Environnement, accompagnés de commentaires si nécessaire.
Constats : Il est constaté que les résultats sont transmis mensuellement par courrier électronique et, depuis juillet 2025, via l'outil GIDAF. Les rapports transmis à l'Inspection ne font état d'aucun dépassement des seuils. Toutefois, seuls les résultats relatifs au Partisol implanté à l'extérieur du site sont transmis. Par ailleurs, les rapports de résultats mentionnent les valeurs mesurées ainsi que les seuils de référence, mais ne comportent pas les incertitudes de mesure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre mensuellement l'ensemble des résultats de mesure, incluant ceux relatifs au Partisol implanté à l'intérieur du site et d'intégrer les incertitudes de mesure dans les rapports transmis.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Réseau de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 3.3.4.
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réseau de surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élaborera et mettra en œuvre un réseau de mesure de retombée au sol du plomb : au moins un dispositif (ex : plaquette) dans la zone habitée la plus exposée et un dispositif à proximité du site..</p> <p>Des analyses sont faites deux fois par an. Les résultats sont transmis et commentés à l'Inspection de l'Environnement dans le mois suivant la réception des résultats.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté que deux dispositifs de type jauges OWEN sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une jauge placée au nord-est du site, chez l'Association des producteurs d'endive de France (rue de Cambrai). • Une jauge placée au sud-ouest du site, sur le toit du bâtiment Oldham. <p>Les jauges OWEN mesurent les retombées de poussières et de plomb et sont positionnées dans le sens des vents dominants. Les analyses couvrent des périodes d'environ 30 jours, deux fois par an.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les derniers rapports reçus concernent l'intervention du 10/09/2024 au 09/10/2024. • Pour 2025, des analyses ont été effectuées en été, ainsi qu'en octobre et novembre ; le rapport de l'été 2025 est en attente de transmission à l'Inspection. <p>Les résultats de l'hiver 2024 indiquent une masse de plomb plus importante sur la jauge Oldham (99,5 $\mu\text{g}/\text{m}^2/\text{j}$) que sur la jauge APEF (25,5 $\mu\text{g}/\text{m}^2/\text{j}$), ce qui est cohérent avec les vents dominants majoritairement sud-ouest et la proximité du bâtiment Oldham par rapport au site. Le rapport comprend également une compilation des résultats depuis l'hiver 2022, mais ces données ne sont pas commentées.</p> <p>Par ailleurs, le rapport de l'hiver 2024 ne mentionne pas les incertitudes de mesure.</p> <p>Il est également constaté que les rapports de mesures des retombées atmosphériques ne comportent pas d'analyse comparative ou critique des résultats obtenus. De plus, aucun point témoin situé hors de l'influence potentielle du site n'est mis en place, ce qui ne permet pas d'évaluer l'impact de l'établissement. Enfin, l'exploitant ne se positionne pas sur les résultats au regard d'une valeur de gestion ou de bruits de fond afin d'apprécier l'évolution et la significativité des niveaux mesurés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les rapports de mesures de 2025 dès leur réception, de compléter les rapports afin d'intégrer les incertitudes de mesure pour chaque résultat ainsi que de commenter systématiquement l'ensemble des résultats, y compris les compilations historiques.</p> <p>L'exploitant devra également réaliser une analyse critique des résultats depuis 2022, en les</p>

comparant à des valeurs de référence pertinentes. Par ailleurs, il s'interrogera sur la nécessité d'installer un point témoin pour les mesures de retombées atmosphériques, afin de pouvoir évaluer le bruit de fond hors influence du site, en se référant notamment au guide de l'INERIS sur la surveillance environnementale dans l'air. Enfin, les prochains rapports d'analyse relatifs aux jauges OWEN devront comporter une interprétation des résultats permettant de déterminer l'impact du site sur les retombées atmosphériques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois